

filiales à l'étranger. Il n'y a aucun doute qu'un gouvernement peut s'enorgueillir de la situation financière de la société Polymer. Par exemple, en 1969, la société a versé 6 millions de dollars de dividendes. Ses bénéfices n'ont jamais été inférieurs à 3 millions.

Comme on l'a déjà déclaré, la société Polymer appartient dans sa totalité à des Canadiens. N'y changeons rien. Conservons ses administrateurs actuels qui s'acquittent très bien de leurs responsabilités et orientons la CDC vers d'autres secteurs qui ont besoin d'être développés. La Corporation doit investir dans d'autres industries de base, car c'est de cette mise en valeur que nous avons besoin. Pourquoi nous en prendre à des sociétés qui sont déjà canadiennes et, ce qui est encore plus important, qui assurent des bénéfices aux Canadiens?

Je voudrais maintenant parler d'une autre de ces sociétés qui sont toutes très importantes. En 1944, on a créé l'Eldorado Nucléaire pour exploiter l'uranium et elle a donné d'excellents bénéfices. Depuis sa création jusqu'à la fin de 1969, elle a versé plus de 30 millions en dividendes aux Canadiens.

Une voix: Et en impôts?

M. Harding: Au cours de la même période, la société a versé 30 millions de dollars en impôts. Que voulons-nous de plus? Le bilan est excellent. Cette société était d'abord chargée d'explorer, d'exploiter et de raffiner l'uranium, l'une des principales sources d'énergie du pays. Pour ma part, elle a sûrement fait un excellent travail.

En 1969, l'Eldorado Nucléaire a subi une perte légèrement supérieure à 1 million de dollars. La société enregistrera probablement une nouvelle perte cette année par suite du fléchissement du marché de l'uranium. Nous ne devons suggérer ni à nous-mêmes, ni à la population canadienne ni à personne que l'avenir de l'uranium n'est pas brillant. Nous n'avons qu'à regarder les ressources latentes du pays pour constater le besoin désespéré d'uranium dans l'avenir. C'est pour cette raison que cette source cruciale d'énergie doit être laissée à une société d'État, possédée et contrôlée entièrement par des Canadiens. Je ne vois absolument pas comment le secrétaire parlementaire pourrait avoir raison de dire que nous n'avons pas à modifier le bill ni à hésiter, même si la Corporation pourra être contrôlée par des sociétés qui ne seront sûrement pas entièrement canadiennes.

Je ne traiterai pas de toutes les sociétés nommées ici. Il en reste deux. Toutes rapportent des bénéfices aux Canadiens. Plus important encore, nous en avons maintenant le contrôle. Que fera le gouvernement libéral? Nous les contrôlons à 100 p. 100. Que voulons-nous de plus? Commençons par veiller à ce que la CDC s'occupe de secteurs de l'économie que nous avons perdus. Voilà l'objectif des Canadiens aujourd'hui, et celui de notre parti. Nous exhortons les députés à accepter l'amendement à l'étude et à imprimer une orientation et un élan, en vue d'assurer aux Canadiens la maîtrise de l'économie canadienne, en conservant ces compagnies sous leur forme actuelle et en recourant à la CDC dans d'autres domaines de l'économie où la maîtrise canadienne s'impose à tout prix.

• (4.10 p.m.)

M. J. H. Horner (Crowfoot): Un mot sur l'amendement à l'étude. Les deux derniers orateurs du Nouveau parti démocratique s'appuyaient sur des arguments bien fondés lorsqu'ils ont critiqué la tentative du gouvernement de mettre chaque société de la couronne sous la juridiction de la CDC, initiative qui aurait pour effet, en cas de succès, de modifier la gestion de ces sociétés de même que la politique ministérielle à leur égard. La Corporation est censée être au fond une société de la Couronne et pourtant les autres sociétés de la Couronne seront sous sa direction. Il est vrai que le gouvernement en sera l'actionnaire principal, mais les administrateurs doivent être recrutés dans le secteur privé. La Polymer, la Société des Transports du Nord, l'Eldorado et la Panarctic seront sous la direction de gens du secteur privé, mais pas nécessairement ceux qui administrent actuellement ces quatre sociétés dont l'entreprise est couronnée de succès.

Pourquoi le gouvernement veut-il à tout prix que ces sociétés de la Couronne passent sous la direction de la Corporation de développement du Canada? Est-ce pour attirer les investisseurs canadiens sans méfiance pour leur faire placer des fonds dans la CDC? Dans ce cas, si ces compagnies deviennent moins rentables à partir d'aujourd'hui, si leurs directeurs sont moins zélés ou moins compétents, c'est là que commenceront les difficultés pour ces sociétés de la Couronne. Ces dernières années, la Polymer a placé des fonds dans une grande entreprise d'Europe. Si elle se trouvait sous la coupe de la CDC, jouirait-elle toujours de la même indépendance et pourrait-elle placer des fonds dans le commerce des pneus comme elle l'a fait récemment dans une entreprise de fabrication de pneus d'Europe? Ce n'est rien de sûr, surtout si on lit les propos du secrétaire parlementaire publiés à la page 6391 du *hansard*, selon lesquels les administrateurs seront recrutés dans le secteur privé, mais le gouvernement demeurera l'actionnaire le plus important et sera ainsi toujours en mesure d'exercer une certaine influence sur les politiques de la Corporation. Cela aura-t-il pour effet de restreindre la liberté dont ont bénéficié jusqu'à présent ces sociétés de la Couronne? Chacune d'elles fait concurrence à des industries analogues du secteur privé, exception faite de la Northern Transportation, qui a acheté dernièrement sa rivale.

Quoi qu'il en soit, l'Eldorado, la Panarctic et la Polymer parviennent à concurrencer avec succès le secteur privé. Il faut qu'elles conservent une certaine souplesse et un certain degré de liberté pour pouvoir continuer de faire face aux exigences que la concurrence leur impose. Il est nécessaire qu'on donne de plus amples explications à la Chambre et au public quant aux raisons pour lesquelles on autoriserait la CDC à débiter avec quatre de ces sociétés. Pourquoi n'en fait-on pas relever le CN si on admet que les sociétés de la Couronne seront reprises par la CDC? La CDC ne reprendra-t-elle que les entreprises viables? On pourrait envisager qu'elle s'occupe également d'Air Canada, de Radio-Canada et de certaines autres sociétés de la Couronne. Il faut qu'on nous donne de meilleures raisons pour nous faire admettre qu'il est nécessaire de mettre les quatre sociétés dont j'ai parlé sous le contrôle de la Corporation.